

(No. 68.)

## RÉPONSE

A UNE ADRESSE DE LA CHAMBRE DES COMMUNES, en date du 20 mai 1872, demandant copie de toute correspondance depuis le 1er juillet 1869, entre le gouvernement du Canada et celui de la Grande-Bretagne ou tout gouvernement étranger, ou échangée avec des chambres de commerce, des particuliers, ou des préposés à l'engagement des matelots, au sujet de l'engagement ou de la désertion des matelots, ou de ce qui est connu sous le nom d'embauchage.

Par ordre,

J. C. AIKINS,

*Secrétaire d'Etat.*

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT,  
OTTAWA, 7 juin 1872.

(No. 69.)

## RÉPONSE

A UNE ADRESSE DE LA CHAMBRE DES COMMUNES, en date du 23 mai 1872, demandant un état donnant le tarif des honoraires, en vertu de l'acte chap. 46 des statuts refondus du Canada, qui sont maintenant exigés des fabricants de bois pour la confection des spécifications, et payés aux inspecteurs de bois, pour mesurage, etc., respectivement.

Par ordre,

J. C. AIKINS,

*Secrétaire d'Etat.*

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT,  
OTTAWA, le 7 juin 1872.

[Conformément à la recommandation du Comité Collectif des impressions, les documents ci-dessus ne sont pas imprimés.]